Rapport annuel 2011

CONSEIL DES CORPORATIONS DE LA COURONNE

Une corporation de la Couronne du Manitoba

444, avenue St. Mary, bureau 1130

Winnipeg (Manitoba)

R3C 3T1

www.crowncc.mb.ca

Lettre de présentation

Le 10 avril 2012

Monsieur Stan Struthers
Ministre chargé de l'application de la
Loi sur l'examen public des activités des corporations de la Couronne et l'obligation redditionnelle de celles-ci
Province du Manitoba
Palais législatif, bureau 103
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

Monsieur le Ministre,

Conformément au paragraphe 7(1) de la *Loi sur l'examen public des activités des corporations de la Couronne et l'obligation redditionnelle de celles-ci*, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du Conseil des corporations de la Couronne pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011.

Le tout respectueusement soumis,

DOCUMENT ORIGINAL SIGNÉ PAR

Raymond Poirier
Président
Conseil des corporations de la Couronne

TABLE DES MATIÈRES

Message de la présidente–directrice générale et du président	3
Conseil d'administration	4
Autorisation législative, priorités et planification stratégique	5
Réalisations en 2011	6
Programme de formation des administrateurs et de perfectionnement des membres de conseils du Manitoba	7
Responsabilité des états financiers	8
Rapport du vérificateur indépendant	9
États financiers (au 31 décembre 2011)	10
Notes afférentes aux états financiers	13

This information is also available in English.

www.crowncc.mb.ca

Message de la présidente–directrice générale et du président

Le mandat du Conseil est un mandat de facilitation : le Conseil aide les corporations de la Couronne qui sont de son ressort et offre un soutien au gouvernement. Le Conseil porte son attention sur l'uniformité des pratiques dans les secteurs de la gouvernance et de la réduction des risques.

En 2011, le Conseil a continué d'aider chaque corporation de la Couronne qui est de son ressort à maintenir et à respecter un mandat et un énoncé de mission bien définis, à utiliser des critères efficaces de mesure et de communication de sa performance et à se conformer à des plans à long terme qui soient appropriés tant pour ses dépenses en capital que pour l'ensemble de l'entreprise.

En 2011, le Conseil a poursuivi ses efforts d'amélioration et d'offre continues du programme de formation des administrateurs et de perfectionnement des membres de conseils pour les organismes, conseils d'administration et commissions du service public du Manitoba, et c'est avec plaisir que nous envisageons la poursuite du développement de ce programme en 2012.

Le Conseil est appuyé par une petite équipe de cinq employés à temps plein et nos dépenses continuent d'être relativement stables.

Le tout respectueusement soumis.

La présidente–directrice générale,

DOCUMENT ORIGINAL SIGNÉ PAR

Kim Sharman

Le président du Conseil des corporations de la Couronne,

DOCUMENT ORIGINAL SIGNÉ PAR

Raymond Poirier

Conseil des corporations de la Couronne

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Raymond Poirier, C.M.	Président (depuis 2006) Membre depuis 2002
Judy A. Murphy, CA [1]	Vice-présidente (depuis 2006) Membre depuis 2000 Présidente du comité de vérification
Michael Benarroch [3]	Membre depuis 2011 Membre du comité de vérification
Kent J. Haugen, FCA	Membre depuis 2002 Membre du comité de vérification
Becky Barrett	Membre depuis 2004
Elaine Cowan	Membre depuis 2006
Ron Bailey [2]	Membre depuis 2008
Rajendera Pandey	Membre depuis 2009

(1) Nommée par l'Institut des comptables agréés du Manitoba

(2) Représente les associations de consommateurs du Manitoba

(3) Doyen de la faculté de gestion de l'Université du Manitoba

Autorité légale

La *Loi sur l'examen public des activités des corporations de la Couronne et l'obligation redditionnelle de celles-ci* (la « *Loi* ») établit le Conseil des corporations de la Couronne en tant que corporation relevant du membre du Conseil exécutif chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'application de cette loi.

La *Loi*, en vigueur depuis 1989, établit un cadre redditionnel pour six corporations de la Couronne visées par les dispositions législatives, englobant les conseils d'administration, les ministres responsables, l'Assemblée législative du Manitoba, le Conseil des corporations de la Couronne et, s'il y a lieu, la Régie des services publics. Ces corporations sont : Hydro-Manitoba, la Société d'assurance publique du Manitoba, la Corporation manitobaine des loteries, la Société des alcools du Manitoba, la Société du Centre du centenaire du Manitoba et le Fonds de développement économique local.

Priorités

Le Conseil est d'avis que ses principaux clients sont le ministre responsable du Conseil et les ministres responsables des corporations de la Couronne qui sont du ressort du Conseil.

Le conseil d'administration du Conseil invite la participation des ministres responsables sur les questions de propriété et d'attentes, la divulgation entière et permanente, les plans stratégiques et la gestion des risques.

Les administrateurs du Conseil travaillent à sensibiliser les intervenants clés aux mandats et buts, à la performance, aux plans à long terme, et aux programmes d'immobilisations des corporations visées, et les aident à mieux comprendre les questions qui y sont liées. Le personnel du Conseil recherche et conçoit des solutions pour favoriser l'excellence au sein des conseils d'administration des corporations de la Couronne en renforçant la capacité des administrateurs, afin d'assurer une application uniforme des pratiques financières et de gouvernance dans l'ensemble de la province.

Planification stratégique

Le Conseil a organisé une séance de planification stratégique en avril 2011 et a discuté des priorités quant à la surveillance continue et aux exigences en matière de rapports, du cadre et de la planification future de son programme récent de formation, et des pratiques de gouvernance du Conseil.

L'objectif principal du Conseil est de rester vigilant dans son rôle de surveillance et de continuer d'ajouter de la valeur à ses pratiques de surveillance et de communication de l'information. Une stratégie a été mise en place afin de coordonner le calendrier, la fréquence et la relation de son cadre de surveillance et de communication.

On s'appuiera sur la réussite des premières offres d'ateliers pour le programme de formation des administrateurs et de perfectionnement des membres de conseil, et on augmentera le nombre d'ateliers en 2012. Le Conseil continuera d'élargir le programme en mettant l'accent sur la communication des offres de programme et des horaires des ateliers de formation.

Réalisations en 2011

Mandat et objet de l'organisme :

Faciliter, en collaboration avec chaque corporation, l'établissement d'un mandat bien défini à son égard et d'un énoncé clair relativement à son objet.

- Au cours de l'exercice, des examens ont été entrepris pour les corporations de la Couronne qui sont du ressort du Conseil.

Mesure de la performance et présentation de rapports :

Faciliter, en collaboration avec chaque corporation, l'établissement de critères uniformes et efficaces permettant de mesurer la performance de la corporation.

- Surveillance mensuelle continue des méthodes de mesure de la performance et de présentation des rapports chez chacune des corporations de la Couronne.

Plans et dépenses en capital :

Examiner les plans corporatifs à long terme ainsi que les propositions des corporations relatives aux dépenses en capital.

- Examen des plans stratégiques mis à jour ou nouveaux de toutes les corporations de la Couronne. Le Conseil a terminé l'examen annuel des programmes de dépenses en capital et des besoins d'emprunts des corporations de la Couronne.

Pratiques uniformes :

Assurer l'uniformité des pratiques entre deux corporations ou plus, lorsque cela est indiqué.

- Surveillance permanente des processus et des pratiques de gouvernance, de gestion des risques, de développement durable et de responsabilité sociale.

Présentations devant le Conseil :

Recevoir et écouter des présentations relativement à des omissions prétendues de la corporation de se conformer à une loi...

- En 2011, le Conseil n'a reçu aucune présentation de la sorte.

Rapport annuel – Paragraphe 18(2) de la *Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles)* :

- Depuis la promulgation de cette *Loi* en avril 2007, il n'y a eu aucune divulgation d'acte répréhensible censé avoir été commis.

Développement durable :

- En 2011, le Conseil a poursuivi des activités visant à favoriser le développement durable, notamment : le respect des politiques d'approvisionnement qui vont dans le sens des principes et lignes directrices du Manitoba en matière de développement durable; le recyclage; la conservation des ressources; la réduction et le réacheminement des déchets; la mesure de la valeur, de la performance et des besoins.

Formation et sensibilisation à la gouvernance

À la demande du ministre responsable, le Conseil poursuit l'élaboration d'un programme pour favoriser l'excellence dans les conseils d'administration des corporations de la Couronne, en renforçant la capacité des administrateurs des corporations, organismes, conseils d'administration et commissions du Manitoba et dans le but de s'assurer que des pratiques financières et de gouvernance uniformes soient appliquées dans l'ensemble de la province.

Le Conseil continue de collaborer avec la Asper School of Business et d'inviter les intervenants provinciaux à appuyer l'élaboration d'un programme manitobain complet de formation des administrateurs et de perfectionnement des membres de conseils.

Au cours du printemps 2011, le Conseil a organisé, pour les corporations de la Couronne qui sont de son ressort, cinq ateliers sur la gouvernance dans la série portant sur des questions d'actualité. À cause du décès prématuré de M. Reg Alcock, le programme de l'automne 2011 a été repoussé au printemps 2012. L'énorme contribution au programme de M. Alcock va nous manquer.

Plus de 200 membres de conseil ont participé au programme en 2011.

Gouvernance de direction pour les présidents de conseils d'administration du secteur public du Manitoba

Dans le cadre du nouveau programme de formation, on a ajouté une possibilité de réseautage pour les présidents de conseils d'organismes, de conseils d'administration et de commissions du service public. On a élaboré trois ateliers intitulés « In Support of Excellence », « Building Your Board's Capacity » et « Refining Your Strategic Direction », offerts au cours de 2011.

Un module de formation portant sur l'évaluation d'un conseil d'administration a souligné l'avantage de former les administrateurs, et a présenté un outil d'auto-évaluation et un profil de compétences pour les administrateurs. On a élaboré l'outil d'auto-évaluation et le profil de compétences afin d'aider les administrateurs de conseils à mieux comprendre les attentes relatives à leur rôle et à reconnaître des domaines de développement.

Les prochains modules porteront, entre autres, sur la gestion du rendement, l'analyse des risques et la formation des membres de conseils d'administration.

Orientation des administrateurs et principes fondamentaux en matière de gouvernance

Cette série d'ateliers permet aux administrateurs de mieux comprendre le contexte dans lequel les organismes du secteur public fonctionnent et les activités, outils et stratégies qui inspirent la confiance portée aux administrateurs et les résultats positifs d'un conseil d'administration.

Les sujets des discussions dirigées concernent : les différents intervenants et leurs rôles et responsabilités dans la gouvernance du secteur public du Manitoba, les différences entre la gouvernance dans le secteur privé et dans le secteur public, et les stratégies qui exploitent de manière avantageuse ces différences et qui permettent aux organismes d'être plus en mesure de réussir.

Les prochains modules comprendront la gestion du rendement, l'analyse des risques, la formation des membres de conseils d'administration et la planification stratégique.

Responsabilité des états financiers

Responsabilité des états financiers

La direction du Conseil des corporations de la Couronne est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers et des notes complémentaires. Les états financiers ont été préparés en respectant les principes comptables généralement admis au Canada. Ils ont été révisés par le comité de vérification du conseil d'administration et approuvés par le conseil d'administration. Leur vérification externe a été confiée à la firme indépendante BDO Canada s.r.l., dont l'opinion est incluse dans ce document.

La préparation des informations financières contenues dans le rapport annuel a nécessairement fait appel à certaines estimations et opinions fondées sur l'analyse consciencieuse des données fournies par le système d'information du Conseil.

La préparation de l'information financière est partie intégrante des responsabilités générales de la haute direction en ce qui concerne les activités courantes du Conseil. La direction utilise un système adéquat de contrôle comptable interne, afin d'assurer la comptabilisation précise et en temps opportun des opérations financières et leur approbation selon les normes, ainsi que la production d' états financiers fiables.

Le comité de vérification du conseil d'administration se réunit périodiquement avec les dirigeants et les vérificateurs du Conseil. Les vérificateurs ont libre accès à ce comité pour discuter des résultats de leur vérification et donner leur opinion sur la pertinence des mesures internes de contrôle financier et sur la qualité de l'information financière.

DOCUMENT ORIGINAL SIGNÉ PAR

Présidente–directrice générale

DOCUMENT ORIGINAL SIGNÉ PAR

Analyste principale des systèmes de gestion

BDO

Tel/Tél. : 204 956 7200
Fax/Téléc. : 204 926 7201
Toll-free/Sans frais : 800 268 3337

BDO Canada LLP/s.r.l.
700 - 200 Graham Avenue
Winnipeg MB R3C 4L5 Canada

Independent Auditor's Report

To the Members of

CROWN CORPORATIONS COUNCIL

We have audited the accompanying financial statements of Crown Corporations Council, which comprise the balance sheet as at December 31, 2011, and the statement of changes in net assets and statement of income for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Crown Corporations Council as at December 31, 2011 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Original signed by
Chartered Accountants

Winnipeg, Manitoba
April 10, 2012

Balance Sheet

	December 31 2011	2010
ASSETS	(thousands of dollars)	
Current:		
Cash	**$ 689**	$ 578
Accounts receivable	**86**	9
	775	587
Capital assets (note 4)	**26**	32
	$ 801	$ 619
LIABILITIES AND NET ASSETS		
Current:		
Accounts payable and accrued liabilities	**$ 145**	$ 115
Levies received in advance	**177**	76
Due to Manitoba Crown corporations (note 3)	**232**	217
	554	408
Retirement allowances and other benefits payable (notes 2 (f) and 5)	**148**	179
	702	587
Net Assets		
Net investment in capital assets	**26**	32
Director Training program	**73**	-
	99	32
	$ 801	$ 619

Approved by the Board

Original signed by — Chairman

Original signed by — Director

(see accompanying notes)

Statement of Changes in Net Assets

	Net Investment in Capital Assets	Director Training Program	December 31 2011	2010
			(thousands of dollars)	
Balance, beginning of year	$ 32	$ -	$ 32	$ -
Excess (deficiency) of income over expenses	-6	73	67	32
Balance, end of year	$ 26	$ 73	$ 99	$ 32

(see accompanying notes)

Statement of Income

	December 31	
	2011	2010
	(thousands of dollars)	
Income		
Recoveries from corporations through levies	**$ 797**	$ 802
Director Training program	**89**	-
Interest	**3**	1
	889	803
Expenses		
Salaries and benefits (notes 2 (f) and 5)	**505**	507
Professional fees	**93**	66
Rent	**84**	77
Board remuneration and expenses	**82**	83
Director Training program	**16**	-
Depreciation	**13**	7
Office supplies and printing	**9**	8
Communications	**7**	7
Professional development	**4**	3
Equipment, computer, maintenance	**3**	2
Industry conferences	**2**	-
Insurance and miscellaneous	**2**	2
Automobile expense	**1**	8
Travel	**1**	1
	822	771
Excess of income over expenses	**$ 67**	$ 32

(see accompanying notes)

Notes to the Financial Statements December 31, 2011

1. Nature of organization

The Crown Corporations Council (the "Council") is a body corporate established on June 5, 1989 under the Crown Corporations Public Review and Accountability Act.

The mandate of the Council is to facilitate clear mandates, development of performance measures and consistent practices and to review corporate plans of Crown corporations under its purview.

2. Significant accounting policies

These financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. Outlined below are those principles considered particularly significant for the Council.

a) Financial Instruments

The Council utilizes various financial instruments. Unless otherwise noted, it is management's opinion that the organization is not exposed to significant credit, liquidity, interest rate or currency risks arising from these financial instruments (Note 9).

All transactions related to financial instruments are recorded on a trade date basis.

The Council classifies its financial instruments as follows based on the purpose for which the asset was acquired and follows the disclosed accounting policy for each category.

Assets/Liability	Category	Measurement
Cash	Held for trading	Fair value
Accounts receivable	Loans and receivables	Amortized cost
Accounts payable and accrued liabilities	Other financial liabilities	Amortized cost
Due to Manitoba Crown Corporations	Other financial liabilities	Amortized cost

- Held for trading items are carried at fair value, with changes in their fair value recognized in the statement of operations.
- Other financial liabilities are carried at amortized cost, using the effective interest method.
- Loans and receivables are carried at amortized cost, using the effective interest rate method, less any provision for impairment.

Transition costs are expensed as incurred.

b) Recoveries of expenses from Crown corporations

Council's ongoing general operating expenses are recovered from the Crown corporations through the assessment of levies allocated on a pro rata basis determined by the revenues of each Crown corporation. The levies are recognized in these financial statements at the time the related costs are incurred. In addition, certain direct costs incurred on behalf of particular corporations are recovered directly from the respective Crown corporations.

c) Net investment in capital assets

The purchase of capital assets is funded through operating expense levies assessed to Crown corporations. The reserve reflects levies assessed to the Crown corporations with respect to the Council's capital assets.

Notes to the Financial Statements December 31, 2011

d) Director Training program

The Director Training program for Manitoba Agencies, Boards and Commissions is funded through program -related recoveries. The reserve reflects funding from Government and recoveries from participants less related expenses. Funding from Government is recognized when received and recoveries from participants are recognized when services are provided.

e) Capital assets

Capital assets are recorded at cost. Depreciation is provided on a straight-line basis over five years on the office furniture and equipment and over three years on the computer equipment.

f) Retirement allowances and other employee future benefits

The Council provides retirement allowance and pension benefits to its employees.

Retirement allowances are provided to certain qualifying employees. The benefits are provided under a final pay plan. The costs of benefits earned by employees are charged to expenses as services are rendered. The costs are actuarially determined using the projected benefit method and reflect management's best estimates of the length of service, salary increases and ages at which employees will retire. In addition, adjustments arising from plan amendment, changes in assumptions, and the actuarial present value of the accrued entitlement as at January 1, 2000 are being amortized to expenses on a straight line basis over the expected average remaining service life of the employee group. Actuarial gains and losses are recognized in income immediately.

Employees of the Council are provided pension benefits by the Civil Service Superannuation Fund ("the Fund"). Under paragraph 6 of the Civil Service Superannuation Act, the Council is described as a "matching employer" and its contribution toward the pension benefits is limited to matching the employees' contributions to the Fund. The cost for the year was $20,100 (2010 - $23,600).

In addition, a former employee is entitled to enhanced pension benefits. The plan is based on final pay and is indexed. The cost of the benefits earned by the employee is charged to expenses as services are rendered. The cost is actuarially determined using the projected benefit method and reflects management's best estimate of salary increases and the age at which the employee will retire.

g) Use of estimates

The preparation of financial statements in accordance with generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the financial statements. Actual amounts could differ from those estimates.

h) New Accounting Pronouncements

Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations (NPO)

In December 2010, the Accounting Standards Board (AcSB) and Public Sector Accounting Board (PSAB) (the "Boards") issued new standards for not-for-profit organizations (NPOs) as follows:

Notes to the Financial Statements December 31, 2011

For government (private sector) NPOs, they have a choice of:

1. Public Sector Accounting standards with the current series of NPO-specific standards added with some minor changes; or
2. Public Sector Accounting standards.

The Boards require NPOs to adopt their respective standards for year ends beginning on or after January 1, 2012; early adoption is allowed. Until the date of transition to the new standards, all NPOs will continue to follow the current Canadian Institute of Chartered Accountants Handbook – Accounting Part V – Pre-Changeover Standards.

3. Due to Manitoba Crown corporations

These amounts are non-interest bearing and represent a retroactive adjustment to levies based on Council's actual expenses.

4. Capital assets

These are comprised entirely of office furniture and equipment and computer equipment.

	December 31	
	2011	2010
	(in thousands of dollars)	
Cost		
Office furniture and equipment	**$ 62**	$ 62
Computer equipment	**39**	32
	$ 101	$ 94
Accumulated depreciation		
Office furniture and equipment	**$ 52**	$ 49
Computer equipment	**23**	13
	$ 75	$ 62
Net book value	**$ 26**	$ 32

Notes to the Financial Statements December 31, 2011

5. Retirement allowances and enhanced pension benefits

The Council measures its accrued benefit obligation for each of the retirement allowance and enhanced pension benefits as at December 31 of each year. The most recent actuarial valuation report for the retirement allowance was at December 31, 2008 and the most recent finalized and approved actuarial valuation report for the enhanced pension benefits was at December 31, 2009.

(a) Information about the Council's retirement allowance benefit plan is as follows:

(thousands of dollars)	2011 $	2010 $
Accrued benefit obligation		
Balance, beginning of year	86	77
Current service cost	4	4
Interest cost	6	5
Benefits paid	(37)	-
Experience gain on triennial adjustment	-	-
Accrued benefit obligation, December 31	59	86
Unamortized transitional amount, December 31	-	-
Accrued retirement allowance, December 31	59	86

The Council's retirement allowance expense consists of the following:

(thousands of dollars)	2011 $	2010 $
Current service costs	4	4
Interest cost	6	5
Accrued earned interest	-	-
Experience gain on triennial adjustment	-	-
Amortization of transitional amount	-	-
Total retirement allowance expense	10	9

The significant actuarial assumptions adopted in measuring the Council's retirement allowance obligation are as follows:

	2011 %	2010 %
Benefit costs for the year ended December 31		
Discount rate	6.50	6.00
Rate of compensation increase	4.00	4.00

Notes to the Financial Statements December 31, 2011

(b) Information about the Council's enhanced pension benefit plan is as follows:

(thousands of dollars)	2011 $	2010 $
Accrued benefit obligation and accrued pension liability		
Balance, beginning of year	93	77
Actuarial adjustment	(4)	3
Current service cost	-	8
Interest cost	5	5
Benefits paid	(6)	-
Experience gain on triennial adjustment	-	-
Accrued benefit obligation and accrued pension liability, Dec. 31	88	93

The Council's enhanced pension expense (income) consists of the following:

(thousands of dollars)	2011 $	2010 $
Current service costs	-	8
Interest cost	5	5
Experience gain on triennial adjustment	-	-
Employee contributions	-	(3)
Total enhanced pension expense	5	10

The significant actuarial assumptions adopted in measuring the Council's pension obligation are as follows:

	2011 %	2010 %
Benefit costs for the year ended December 31		
Discount rate	6.00	6.00
Rate of compensation increase	4.00	4.00

6. Lease commitments

The Council is committed under a premises lease expiring on April 30, 2016 to annual basic rental payments of approximately $46,508 and annual common area and operating costs of approximately $38,867.28.

Notes to the Financial Statements December 31, 2011

The lease payments excluding annual common area and operating costs are estimated as follows:

Year	Base Rent
2012	$46,507.92
2013	46,507.92
2014	46,507.92
2015	46,507.92
2016	15,502.64
	$201,534.32

7. Statement of cash flows

A statement of cash flows has not been presented in these financial statements as no additional useful information would be provided by its inclusion.

8. Capital management

The Council considers its capital to comprise its net investment in capital assets and the net assets of the Director Training program.

The Council manages its investment in capital assets to break even with the reserve reflecting funding of unamortized balance of capital assets owned by the Council. The Council manages the delivery of the Director Training program to break even with the reserve reflecting the related excess of income over expenses retained by the Council.

9. Financial risk management

The Council is exposed to different types of risk in the normal course of operations, including credit, liquidity and interest rate risk. The Council's objective in risk management is to optimize the risk return trade-off, within set limits, by applying integrated risk management and control strategies, policies and procedures throughout the Council's activities.

Credit Risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument fails to discharge an obligation and causes financial loss to another party. Financial instruments which potentially subject the Council to credit risk consist principally of accounts receivable. The Council is not exposed to significant credit risk as the receivable is spread among a broad client base and payment in full is typically collected when it is due.

Liquidity Risk

Liquidity risk is the risk that the Council will encounter difficulty in meeting financial obligations as they become due, and arises from the Council's management of working capital. The Council's policy is to ensure that it will have sufficient cash to allow it to meet its liabilities when they become due.

Interest Rate Risk

Interest rate risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Council's cash is held in short-term products. Thus, the Council is not exposed to significant interest rate risk.

Fair Value

The carrying values of cash, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities and due to Manitoba Crown corporations approximate their fair value due to the relatively short periods to maturity of these items or because they are receivable or payable on demand.

Notes